



Technologies partout, démocratie nulle part ?



Interview : Yaël Benayoun

Yaël Benayoun est consultante et chercheuse indépendante en sociologie ; elle conseille les organisations qui souhaitent se doter d'outils d'observation et de compréhension des réalités sociales.



Interview : Irénée Régnault

Irénée Régnault est l'auteur du blog *Mais où va le web ?*, site techno-critique de référence. Il est également consultant dans le domaine du numérique et chercheur associé au laboratoire COSTECH de l'Université de Technologie de Compiègne.

Yaël et Irénée ont co-fondé l'association Le Mouton Numérique, qui met en lumière les enjeux sociaux, politiques et environnementaux du numérique et des nouvelles technologies. Ils ont également co-écrit le livre *Technologies partout, démocratie nulle part : Plaidoyer pour que les choix technologiques deviennent l'affaire de tous* (Fyp éditions, 2020).

Qu'est-ce que la techno-critique pour vous ? Un positionnement politique ? Une méthode de travail ?

Irénée Régnault (IR) : C'est d'abord une façon de lire l'histoire. On peut se raconter que le progrès technique apporte nécessairement plus de bonheur ou, comme le fait l'historien François Jarrige¹ regarder les résistances face à la mécanisation du monde et à la technique qui entre par effraction dans la vie sociale et dans le monde du travail. Ces luttes constituaient déjà une forme de techno-critique. Bien sûr il existe plusieurs techno-critiques. Les mouvements luddites que décrit Jarrige ne sont pas strictement comparables aux critiques de la technique qui interviennent après la Seconde Guerre mondiale. La critique de la technique de Martin Heidegger n'est pas celle de Murray Bookchin, ni celle de Ivan Illich. Quand certains rejettent ; « LA » technique en bloc, d'autres envisagent de la « gouverner » plus démocratiquement. Ce sont des positionnements qui, sur le plan prescriptif, mènent à des choses très différentes.

Aujourd'hui, une multitude de groupes techno-critiques vont puiser dans ces multiples références. Comme ils partent d'approches et de visions du monde de nature différente, cela débouche sur des conclusions également différentes. Du « *low-tech* » au « numérique éthique », en passant par le refus pur et simple de tout ce qui est numérique, comme certains groupes qui estiment qu'il faut « vivre contre son temps », on voit bien qu'il y a beaucoup de choses derrière ce terme de « techno-critique ».

Yaël Benayoun (YB) : Au sein du Mouton Numérique, nous comprenons plus particulièrement la techno-critique comme une grille de lecture. Il s'agit d'appréhender les nouvelles technologies, le numérique en particulier, et de les considérer comme des choix. C'est une approche méthodologique qui entraîne un positionnement politique : la technologie n'est ni neutre, ni autonome ; le progrès n'est pas linéaire. Quand une technologie arrive sur un marché, ou dans une société, elle ne tombe pas du ciel. Elle est le produit d'un contexte social, économique, industriel, politique, historique qui permet à cette technologie de se développer à un moment donné et de prendre telle forme plutôt que telle autre.

Cette approche nous amène à formuler une critique des modes productions dominants. Il est vrai que la frontière peut être fine entre techno-critique et technophobie, mais elle est réelle. Il n'est pas pertinent de rejeter toutes les techniques d'un bloc car elles sont toutes le fruit d'un contexte particulier qui aiguille le développement technologique vers tel ou tel aspect. Ainsi, les *low tech* n'ont pas les mêmes caractéristiques techniques que les technologies développées au sein de grandes multinationales ; tout comme l'application de livraison Coopcycle développée par la coopérative du même nom n'a pas les mêmes fonctionnalités que les applications produites pour les grandes plateformes numériques.

Les externalités négatives du numérique sont souvent traitées de manière segmentées (impacts environnementaux, biais de conception, stratégie politique, etc.). Faut-il opérer une synthèse de ces thématiques quitte à perdre en précision ? Ou à l'inverse les distinguer au risque d'en fragmenter la dynamique générale ?

IR : Je suis partisan de formuler une critique sociale en lien avec la technologie. Nous ne sommes pas dans une critique de la technique en tant que telle, ou pour le dire autrement : la technique est rarement l'unique problème. Il est important d'entrer dans ces questions par les problèmes sociaux, qui concernent les gens.

YB : En ce sens, nous ne nous revendiquons pas d'auteurs, comme Jacques Ellul par exemple, qui dénoncent le système technicien avec un grand « S » et un grand « T ».

IR : La tradition philosophique dans laquelle on s'inscrit serait plutôt celle du constructivisme critique (Andrew Feenberg, Richard Sclove) basé sur une approche par controverse qui permet de cartographier les rapports de force en jeu, tout en étant attentif à la place des technologies alternatives. L'ouvrage *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique* de Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe est aussi une référence précieuse. Dans cette lignée, je pense qu'il faut attaquer la techno-critique par les questions sociales : l'exclusion, la pauvreté, le racisme... et non à travers des phrases du type : « l'intelligence artificielle va sauver ou détruire le monde ». La structuration de notre association reflète cette volonté d'entrer par ces questions, c'est pourquoi nous avons mis en place plusieurs groupes de travail : environnement, intersectionnalité, surveillance, démocratie, imaginaire, éducation.

YB : Je voudrais revenir sur cette notion d'« externalité négative ». Une proposition intéressante, développée par Alexandre Monnin et Lionel Maurel², est précisément de sortir de cette logique pour privilégier ce qu'ils appellent une logique de communs négatifs. Cela revient à internaliser la gestion des conséquences sociales, écologiques, politiques d'une technologie au sein d'une gouvernance partagée, à l'image de ce qui est fait dans un autre domaine avec le zéro déchet par exemple. Les communs négatifs permettent d'encadrer les nouvelles technologies dans leur contexte social de production et de déploiement, et d'ouvrir ainsi un espace démocratique autour de leur bien-fondé, mais aussi de leur devenir.

¹ *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014.

² Voir notamment Monnin A., *On negative commons*, In *A bestiary of the Anthropocene*, Eds Nicolas Nova & Disnovation.Org, 2021.

Le philosophe des techniques Gilbert Simondon considérait l'opacité dans laquelle est plongé notre environnement technique comme un problème majeur. Pour lui cette méconnaissance vient de l'ignorance des usagers mais aussi de la complexité des dispositifs techniques. Ce qui fait de ces derniers des boucs émissaires commodes dissimulant les véritables enjeux sociaux et politiques qu'ils sous-tendent. Le premier pas de la techno-critique consiste-t-il au dévoilement de la technique via l'information aux utilisateurs ? des citoyens ?

IR : Je suis tenté de répondre non. Simondon alerte sur la nécessité d'utiliser les objets techniques tout en prenant garde à ce qu'ils ne finissent pas par nous utiliser. Et c'est une pensée puissante bien que complexe, ce qui explique peut-être pourquoi il ne fait pas l'unanimité parmi les mouvements techno-critiques, qu'ils l'accusent finalement d'être technophile.

Il faut certes « dévoiler » le fonctionnement des machines, mais cette rhétorique de la transparence, de l'information a des limites. Bien souvent, elle tourne en « pédagogisme » : on explique qu'une fois que les publics concernés par une technologie connaîtront son fonctionnement, alors ils ne s'y opposeront plus. Cette approche descendante (« donner de l'information ») est certes une dimension qui permet de formuler démocratiquement des choix technologiques, mais elle est loin d'être suffisante. On peut toujours expliquer et donner de l'information sur la 5G, à quoi elle sert, comment sont faites les antennes, avec quels types de matériaux, la question n'est pas là. Expliquer aux gens que les actions réalisées sans eux sont bonnes pour eux, ça ne mène nulle part ou en tout cas, ça ne change rien à ce qui était déjà prévu. En outre, le corollaire de cette information qui « descend » est de neutraliser toute forme de critique de fond : si des citoyens sont contre, c'est qu'ils n'ont pas compris ou ne disposent pas des bonnes informations. Ce n'est d'ailleurs pas l'apanage du débat technologique, on le retrouve dans tous les sujets politiques. Or lorsque l'on étudie les contestations citoyennes et leurs propositions, y compris sur des sujets hautement techniques, la question n'est pas le manque d'information mais le rapport de force, notamment financier, la capacité à imposer un discours dans le débat public.

Enfin, le grand discours sur l'« information-reine » qui permet de prendre les bonnes décisions et d'optimiser au maximum tout ce qui peut l'être relève d'une logique cybernétique assez caricaturale (voir L'Utopie de la communication, de Philippe Breton). L'information n'est pas toujours ce qui manque : parfois il y en a trop, et parfois, en rajouter conforte les systèmes tels qu'ils existent, réduisant du même coup notre capacité à les faire bifurquer. La surveillance est un bon exemple : ce n'est pas en y ajoutant de l'information qu'on réglera les problèmes d'« insécurité ». Rendre plus efficace quelque chose qui ne marche pas, c'est souvent contre-productif.

YB : Quand on adopte des approches très descendantes, on oublie que si les gens sont contre, ont des doutes ou des réticences, c'est souvent pour de bonnes raisons. Ce n'est pas juste parce qu'ils ne comprennent pas ou ne veulent pas changer par simple posture. Par exemple, en entreprise, la thématique du numérique responsable s'impose peu-à-peu, notamment par l'entremise de cabinets de conseil spécialisés. Ce qui, en soi, est une très bonne chose ! De plus en plus de comités de direction, de directeurs opérationnels y voient une thématique porteuse tant commercialement que socialement, y compris pour leurs équipes. Et pourtant, on observe dans certaines structures un fort mouvement de rejet de la part des salariés, opérateurs ou gestionnaires, qui sont en bas de l'échelle. Qu'en déduire ? Trop souvent, dans ce cas, la réponse des cabinets de conseil consiste à mettre en place des formations pour expliquer aux salariés pourquoi il faut prendre le tournant du numérique responsable – avec au passage des discours qui peuvent être très culpabilisants par rapport aux pratiques et gestes métiers actuels. Mais en réalité peu de salariés sont contre le principe d'adopter ou de produire des services plus responsables. Les réticences viennent plutôt du fait qu'on les dépossède une fois de plus de leurs savoirs et savoir-faire pour imposer « d'en haut » la bonne manière de faire leur travail. Ce qui peut aller de l'ajout d'indicateurs qui, dans la pratique, entrent en contradiction directe avec d'autres indicateurs ou objectifs qu'on a déjà du mal à réaliser dans des conditions de travail qui ne soient pas dégradées, à une remise en question plus profonde du métier, de ce qui fait sa qualité et lui donne son sens, mais aussi de l'organisation du travail et des pratiques, sans que les premiers concernés n'aient été consultés dans cette redéfinition. La violence de tels procédés n'est pas sans conséquence sur la santé mentale des salariés !

On retrouve ces mêmes logiques descendantes en dehors de l'entreprise, notamment lors de consultations citoyennes en amont de grands projets d'investissement ou d'aménagement. Bien souvent, malheureusement, il n'y a aucune volonté d'écouter réellement les habitants, ni d'en tirer des conséquences concrètes ; le projet de Google avec le *Sidewalk Lab* de Toronto est typique de ce genre de procédures³.

³ Le 7 mai 2020, Sidewalk Labs, filiale d'Alphabet, maison mère de Google, a renoncé à son projet d'urbanisme « le plus intelligent du monde » à Toronto.



Certaines grandes entreprises ont communiqué sur le fait qu'elles introduisaient de la démocratie dans leurs grands projets, à tout le moins des instances de critique autonome. On peut en effet penser à Google avec le *Sidewalk Lab* de Toronto ou son comité éthique interne, on citera également la « Cour Suprême » de Facebook. Pourtant, ces projets semblent avoir échoué sur ces aspects éthiques. Comment distinguer la démarche cynique de la mauvaise exécution ? Les grandes entreprises, *a fortiori* du numérique, sont-elles condamnées à être suspectes sur ces sujets ?

YB : Dans le cas de Toronto, c'est clairement une stratégie politique qui a été mise en place. Google, par le truchement de sa filiale *Sidewalk Lab*, avait pour objectif de diversifier son modèle économique et se positionner sur le marché des infrastructures urbaines, supposé exploser dans les prochaines années. Toronto souhaitait réhabiliter un quartier et Google y a vu à la fois une vitrine et un terrain d'expérimentation. Pour pouvoir s'installer face aux différentes protestations, *Sidewalk Lab* a réalisé de nombreuses concessions : promesses de création d'emplois, d'une manufacture de bois, d'un incubateur de *start-ups*, promesses également de la rétrocession d'une partie du profit généré sur les infrastructures urbaines à la ville de Toronto, etc. Dans un contexte où l'élargissement des prérogatives confiées aux collectivités s'accompagne d'importantes coupes budgétaires, il est peu surprenant que Toronto se soit laissée séduire par de telles avances.

IR : Il est en effet intéressant de se demander quel est le degré d'intentionnalité dans ces projets. Pour le cas Toronto, je n'y vois que du cynisme, surtout quand on étudie les modalités pratiques de ces consultations citoyennes : non-remise du cahier des charges aux participants, ou alors en retard et sous une forme illisible (1000 pages sans sommaire). Starlink⁴ développe également ce genre de pratiques. Certains villages en France, comme à Saint-Senier-de-Beuvron, se sont opposés à l'installation des stations terrestres de l'entreprise sur leur territoire. En réaction à ces protestations, ils ont reçu de la documentation censée les informer plus précisément sur le projet, mais uniquement en anglais, ce qui montre le caractère artificiel de ce type d'échanges citoyens.

Il existe bien sûr d'autres arènes plus institutionnalisées qui permettent des dialogues sur des sujets technoscientifiques : des "débat publics", comme ceux organisés par la Commission nationale du débat public (CNDP). La sociologue Sarah Angeli Aguiton⁵ en a analysé certains, sur des questions bioéthiques, et explique qu'ils tendent à neutraliser la critique en lui permettant de s'exprimer mais sans lui donner de prise sur les décisions finales ; elle nomme cela des « espaces d'expression sans conséquence ».

⁴ Starlink est une constellation de satellites permettant l'accès à Internet par satellite, déployée et gérée par le constructeur aérospatial américain SpaceX, reposant sur plusieurs milliers de satellites de télécommunications placés sur une orbite terrestre basse.

⁵ Voir notamment Angeli Aguiton Sara, *La démocratie des chimères*. Gouverner la biologie synthétique. Le Bord de l'Eau Éditions, 247 p., février 2018.

Le sociologue Dominique Boullier considère le mode de production et de régulation du numérique comme articulé autour de la devise « *rough consensus and running code* ». Le « *consensus approximatif* » fait la part belle à l'expertise technique et la réputation ; en cela il « *rompt totalement avec un processus représentatif [...] il n'y a qu'un seul souci, "que ça marche"* ». Par ailleurs, le « *running code* », donne le primat à la production sur la délibération en opposition avec la culture politique traditionnelle. Le numérique serait-il anti-démocratique par nature ?

IR : Dominique Boullier a raison : le « *rough consensus and running code* », qui permet à des communautés d'ingénieurs de prendre des décisions sur des standards techniques, n'a rien d'équivalent avec l'idée de démocratie. C'est un principe qui fonctionne bien quand il s'agit d'innover et de mettre en œuvre des idées concrètement, en codant. Mais l'effet pervers est que ces idées – et les techniques qui en découlent – finissent par s'imposer à d'autres (éventuellement des milliards d'individus concernant Facebook) et créent des problèmes partout. Cependant, je ne dirais pas que « le numérique » est fondamentalement anti-démocratique : le numérique, ce n'est pas seulement les GAFAM, mais bien cette immense chaîne de production et de consommation qui va des mines de cobalt jusqu'aux *smartphones* dans nos poches. Et d'ailleurs, le numérique démocratique existe à de nombreux endroits, qu'il s'agisse des systèmes de dispatch de livraison coopératifs comme Coopcycle, ou de l'encyclopédie contributive Wikipédia.

Bien sûr, ce qui a été créé démocratiquement peut parfaitement être récupéré pour une utilisation non démocratique, c'est là toute l'ambivalence des technologies dont les usages ne sont jamais vraiment complètement déterminés. Android, le système d'exploitation de Google, est issu de Linux par exemple. La contre-proposition de Linus Torvalds (créateur de Linux) a donc fini par alimenter le capitalisme de surveillance. C'est un peu un raccourci, mais il y a tout de même un côté tristement ironique à cela. Aussi, une des nombreuses questions à se poser vis-à-vis de ces détournements consiste à savoir qui finance quoi : le monde de la tech est alimenté par du capital-risque, de grosses entreprises monopolistiques, des financements qui proviennent donc d'un processus de décision extrêmement restreint, pour ne pas dire totalement élitiste. Le metaverse de Facebook est le dernier exemple en date. C'est une décision d'entreprise qui peut potentiellement impacter beaucoup de gens et surtout l'avenir du web : on en revient à une nécessaire remise dans le droit de ce « *rough consensus* » qui recommence.

YB : On retrouve la même question pour les infrastructures qui sont très centralisées. Mais là aussi il existe des initiatives de constitution d'infrastructures réseaux qui sont entièrement décentralisées avec des fonctionnements que l'on peut qualifier de démocratique. *Freifunk* en Allemagne⁶, ou la Fédération des fournisseurs d'accès associatifs à Internet (FFDN) en France sont des communautés d'opérateurs indépendants, qui installent leur propres antennes, souvent dans une approche *low tech* d'ailleurs.

La démocratie dans le monde technique est-elle un moyen ou une fin en soi ? Quand faut-il commencer le débat ? Avec qui ? Où l'arrêter ? Faut-il l'arrêter ? Sous quelles modalités ? Ne faut-il pas qu'à un moment, comme le dit Dominique Boullier, « *que ça marche* » ?

YB : La démarche démocratique nous semble particulièrement importante quand on parle de technologies parce que les personnes qui conçoivent aujourd'hui ces technologies sont situées socialement dans des groupes homogènes et homogames. Souvent ce sont des hommes, blancs, favorisés qui ont fait des écoles d'ingénieurs. Et cela n'est pas sans conséquence. Si l'on reprend l'un des exemples que nous citons dans le livre, à savoir des distributeurs automatiques de savon dans des toilettes publiques qui ne détectent pas la peau noire, cela peut paraître anecdotique, mais on retrouve ces biais de conception dans des politiques publiques, d'autant plus quand celles-ci reposent sur des dispositifs numériques, ou des technologies développées par de grands groupes à visée monopolistique. C'est d'ailleurs la mise en lumière de tels biais qui a valu l'année dernière le licenciement brutal de Timnit Gebru, qui co-dirigeait chez Google l'équipe en charge de l'éthique dans l'intelligence artificielle. Un des enjeux de la démocratie est d'intégrer l'ensemble des personnes concernées dans les prises de décisions afin de veiller au respect de l'intérêt général et collectif. D'ailleurs, certaines entreprises de l'ESS poussent cette logique jusqu'au bout en intégrant dans leur gouvernance non seulement les salariés et les bénéficiaires, mais aussi des représentants de non-humains (rivières, fleuves...) concernés par le service produit et rendu.

⁶ *Freifunk* (en allemand : « radio libre ») est une initiative open source non commerciale visant à soutenir les réseaux informatiques gratuits en Allemagne. L'initiative compte environ 400 communautés locales avec plus de 41 000 points d'accès.

Néanmoins, dans la pratique, il reste difficile de rassembler l'ensemble des parties-prenantes de la manière la plus large possible, et d'animer les échanges de telle sorte que la parole de chacun soit prise en considération équitablement dans les prises de décision.

De ce point de vue, le principe d'extension universitaire constitue un exemple intéressant et propose une autre logique de gouvernance. Mis en place au Brésil, et inscrit un temps dans la constitution, il imposait aux universités de mettre en œuvre des actions vers les plus défavorisés, notamment dans les favelas. Parmi les nombreuses expérimentations, des « pôles de citoyenneté » rassemblant des universitaires, des étudiants, mais surtout des habitants de ces quartiers ont vu le jour. Ici, l'université se place au service des habitants ; ce sont eux qui définissent les ordres du jour, eux qui prennent les décisions. Il ne s'agit pas de leur dire ce qui est bon pour eux ou de leur dire quoi faire, mais d'être à l'écoute et en soutien des projets portés par les habitants : réhabilitation et aménagement du quartier, gestion des conflits, réalisation de démarches administratives, garde d'enfants...

Vous détaillez le *techlash*, une désaffection des travailleurs du numérique, de la Silicon Valley notamment, pour les industries au sein desquelles ils ont travaillé. Ne peut-on y voir une option disponible pour les privilégiés ou les « hauts potentiels » qui n'auront pas de difficulté à revenir sur le marché du travail ? La critique de la technologie n'est-elle pas réservée à ceux qui n'en sont pas dépendants ?

IR : *Le techlash* est une notion relativement floue qui exprime ce « retour de bâton » de certains salariés de la tech en 2017 et après, suite à différents scandales chez Google, Facebook et d'autres. Seulement, certaines grandes figures du *techlash* que l'on qualifie parfois de « repentis de la tech », avaient un plan de carrière bien dessiné, et la critique du numérique en faisait partie. À ce titre, on peut même interroger la « starification » de la lanceuse d'alerte Frances Haugen. S'il faut évidemment saluer son courage, il faut aussi constater que le fait qu'elle devienne un « *high profile* » alors que d'autres lanceuses d'alerte ne le sont pas devenues, interroge. Cela s'explique peut-être par la nature de sa critique de Facebook - qui se rapproche de celle de Tristan Harris⁷, un des « repentis » - et qui exclut de fait toute position radicale comme le démantèlement du réseau social. Après toutes ces années de scandales, on peut clairement douter de l'issue et même de l'intérêt d'un tel positionnement « *soft* » à l'égard de Facebook.

En résumé, il y a une forme de sélection médiatique de la critique. Les plus médiatisées peuvent être auditionnées par le Sénat aux Etats-Unis, alors que d'autres voix bien plus radicales, mais aussi bien plus proches du terrain depuis bien plus longtemps restent inaudibles. Il faudrait se rappeler que les critiques de la technologie sont présentes dans toutes les couches de la population, à commencer par les citoyens sommés de se servir de systèmes informatiques mal conçus (par exemple celui de la CAF, mais ce n'est pas le seul). Pour eux, le numérique est juste une douleur supplémentaire.

YB : La discrimination médiatique va de concert avec une discréditation. Les critiques légitimes vis-à-vis de la 5G ont ainsi été rapidement évacuées par la référence aux Amish et à la lampe à huile, et mises sur le même plan avec les critiques les plus farfelues. Ce processus de délégitimation de la critique de la technologie se retrouve à tous les niveaux. Il y a quelques mois, j'ai animé un atelier avec un public très hétérogène (habituels de *hackerspace*, bénéficiaires du Resto du Cœur, retraités). La question posée était de savoir si le numérique, en termes de ressenti, était subi ou choisi, au niveau individuel ou collectif. Un demandeur d'emploi a réagi assez vivement ; il était impossible pour lui de ne pas faire le choix du numérique. Et de fait, s'il formule une critique des plateformes numériques d'emploi ou de prestations sociales, ou encore du numérique en général, cette critique ne sera pas entendue comme un acte positif issu d'une réflexion approfondie, ni même comme un propos pouvant être subversif. On va seulement lui proposer une formation - s'il émet une critique, ce ne peut être que le signe d'un agacement face à un outil qu'il ne maîtrise pas et qu'il devrait apprendre à utiliser - et s'il la refuse, il sera sorti des dispositifs d'aide sans plus de ménagement.

Dans le même temps, on observe chez certains opérateurs de services publics une volonté de rematérialiser des guichets, avec un contact humain. La raison ? Un signal faible : de plus en plus de personnes qui n'ont pas de problème d'accès au numérique et qui savent l'utiliser écrivent des lettres de réclamation argumentées expliquant pourquoi elles refusent volontairement de passer par une plateforme pour avoir accès à leurs droits. Cette différence de traitement est significative de la violence que subissent au quotidien celles et ceux qui n'ont pas le « bon » capital social, économique, symbolique, et du chemin qu'il reste encore à parcourir.

⁷ Tristan Harris est un informaticien et un éthicien américain. Il a travaillé en tant qu'éthicien du design pour Google qu'il quitte en 2015. Il fonde l'organisation *Time Well Spent*, qui devient ensuite le *Center for Humane Technology*. Figure du *techlash* The Atlantic déclare en 2016 qu'« *Harris est ce que la Silicon Valley a de plus proche d'une conscience* ».